

## Chapitre 6

# Le décrochage scolaire, l'appartenance à des gangs et la coupure avec la société hôte chez la deuxième génération de migrants – Le cas des jeunes d'origine latino-américaine en Espagne

---

*Maria Ron Balsera*

### **INTRODUCTION**

L'intégration des migrants est une préoccupation commune à la plupart des pays européens. Les politiques d'immigration tendent à représenter les migrants, en particulier lorsqu'ils arrivent de pays pauvres, comme un problème. En cherchant à limiter le nombre de nouveaux arrivants, ces politiques renforcent les barrières géographiques et font de l'Europe une forteresse. Cela restreint les possibilités de regroupement familial, si bien que les migrants laissent souvent derrière eux de nombreux membres de leur famille. Malgré tout, l'attraction exercée par la stabilité de l'Europe et par sa relative prospérité l'emporte sur les politiques migratoires dissuasives. En 2012, il y avait 20,1 millions de ressortissants étrangers en Europe, soit 4,1 % du total de la population européenne, et les 27 pays formant l'Union européenne comptaient 33 millions d'habitants d'origine étrangère (Eurostat). En 2011, l'Espagne a été le pays recevant le plus de migrants (507 742), devant le Royaume-Uni (350 703), l'Allemagne (249 045) et la France (213 367) (Eurostat).

Le défi soulevé par l'intégration d'un nombre croissant de nouveaux arrivants se pose avec encore plus d'acuité dans le cas des enfants de migrants. Ces derniers ne rencontrent pas les mêmes obstacles que leurs parents car ils connaissent mieux la culture et la langue du pays hôte. Cependant, bien qu'ils soient nés ou aient grandi dans le pays, ils ont souvent moins accès aux différentes ressources et possibilités que les membres de la population native. Soulignons toutefois que la population migrante est généralement d'une très grande diversité et que des facteurs tels que le pays d'origine, la religion, la maîtrise de la langue, le groupe ethnique et la situation économique de la famille jouent un rôle crucial dans la réussite de l'intégration des migrants et de leurs enfants (Portes et Zhou, 1993 ; Zhou, 1997). Les migrants arrivés des pays les plus pauvres et leurs descendants rencontrent davantage d'obstacles que la population native dans des domaines comme l'éducation, l'emploi, la politique ou le système de justice par exemple.

Dans de nombreux pays européens, la récente crise économique a fait bondir le taux de chômage des jeunes et augmenter la pauvreté, le mécontentement chez les jeunes et la rupture avec les institutions politiques et sociales. Les migrants, groupe traditionnellement vulnérable, ont vu leur situation s'aggraver bien plus que celle des natifs. Pour les jeunes issus de l'immigration, les inégalités sociales croissantes, la détérioration des conditions de travail, l'affaiblissement des mécanismes de protection sociale et la montée des attitudes anti-immigration rendent le discours politique moins porteur d'intégration que d'aliénation.

Le présent article se concentre sur la situation des migrants arrivant de pays pauvres, hors de l'Union européenne et en excluant des pays riches tels que les États-Unis, le Canada, l'Australie, etc. Puisant dans les études consacrées à l'immigration, il se concentre sur l'assimilation et reflète certains résultats des recherches menées par l'auteur dans le cadre de son doctorat. Lors de ces recherches, des entretiens biographiques ont été réalisés avec 15 jeunes filles et garçons d'origine latino-américaine vivant en Espagne. Un tiers des participants suivait des études supérieures, un tiers terminait un bref cursus d'enseignement professionnel après avoir quitté l'enseignement secondaire et le dernier tiers purgeait une peine dans un établissement pour jeunes délinquants. Les résultats préliminaires, qui montrent des coupures et des échecs d'intégration, sont proches de ceux auxquels ont abouti d'autres chercheurs concernant les enfants de migrants dans la plupart des pays européens et donnent à réfléchir sur les obstacles à une intégration réussie. Ils éclairent aussi les raisons qui poussent un petit nombre d'enfants de migrants à entrer dans des gangs et à enfreindre la loi.

## **INTÉGRATION, ASSIMILATION ET MULTICULTURALISME**

Depuis des décennies, universitaires et responsables politiques (entre autres) débattent des meilleures façons d'incorporer les migrants et leurs enfants à la société. Les politiques d'immigration des pays hôtes suivent, avec des arguments divergents, deux axes principaux : celui de l'assimilation et celui du multiculturalisme.

L'assimilation consiste, pour les migrants, à changer au contact de la population native de manière à s'adapter à la société hôte. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'assimilationnisme classique considérait que les immigrés devaient perdre progressivement

leur culture d'origine. Selon ce raisonnement, les traits culturels anciens, la pratique de la langue maternelle et la formation d'enclaves ethniques étaient sources d'inconvénients. Dans de nombreux pays, la culture, la langue et les coutumes des migrants étaient perçues comme inférieures, et il fallait les oublier ou les désapprendre (Park, 1928 ; Stonequist, 1937 ; Warner et Srole, 1945, p. 285 ; Gordon, 1964) ; heureusement, ce point de vue xénophobe commence à changer.

Plus récemment, certains théoriciens ont avancé une nouvelle vision de l'assimilation, décrivant les adaptations auxquelles les migrants doivent procéder lorsqu'ils interagissent avec la population native de leur pays hôte. Contrairement à l'assimilationnisme classique, elle se concentre sur ce qui arrive vraiment au lieu de tenter de prescrire ce qui devrait arriver pour que les migrants s'adaptent. Ces théoriciens (Gans, 1992) ne pensent pas que les enfants de migrants et leurs descendants perdent inexorablement leur culture, leur langue et leurs coutumes pour, à terme, se fondre dans la population native. Les migrants de deuxième, troisième et quatrième générations peuvent avoir perdu les traits de leur culture d'origine, ne parler que la langue du pays hôte et même faire partie de la classe moyenne, jusqu'à devenir presque indiscernables de la population native. Pourtant, certains ne connaissent ni l'amélioration apportée par l'éducation, ni la transition vers une classe sociale supérieure. Beaucoup subissent au contraire un déclin ou une mobilité sociale descendante, devenant plus exclus que ne l'étaient leurs parents et leurs grands-parents. Ce déclin peut être lié à l'abandon de la scolarité avant la fin de l'enseignement obligatoire, à des emplois précaires ou peu qualifiés et parfois au chômage.

Pour décrire ces différents modèles d'adaptation et de mobilité sociale chez les descendants de migrants, Portes et Zhou (1993) parlent d'« assimilation segmentée ». Comme ils l'expliquent, certains groupes issus de l'immigration réussissent à s'adapter économiquement et culturellement aux normes de la classe moyenne en perdant leurs coutumes d'origine. Certains parviennent à conserver leur langue et leurs coutumes tout en s'intégrant, en étant acceptés par la classe moyenne de la société hôte. D'autres encore conservent leur langue et leurs coutumes mais ne sont pas acceptés par la population native, finissant par former des communautés ethniques distinctes. Enfin, d'autres perdent la culture de leurs parents et de leurs grands-parents, et sont marginalisés socialement, si bien qu'ils se détachent à la fois de la culture native et de celle des migrants. Ces personnes deviennent parfois sans-abri, et beaucoup rejoignent des groupes se livrant à des activités criminelles. Ces quatre modèles d'adaptation et de mobilité sociale tiennent à des facteurs personnels, tels que l'éducation, les aspirations, les capacités linguistiques, le lieu de naissance, l'âge au moment de l'arrivée et la durée de présence dans le pays, mais aussi à des facteurs extérieurs comme l'appartenance raciale, la situation socio-économique de la famille et le lieu de résidence (Portes et Zhou, 1993 ; Zhou, 1997).

Envisagée ainsi, l'intégration ne signifie pas que les personnes issues de l'immigration devraient perdre la culture de leurs ancêtres, mais que les intéressés procèdent toujours à des ajustements pour saisir les possibilités offertes par le pays hôte. Ces ajustements sont souvent inconscients et peuvent se produire simplement du fait de regarder la télévision, d'imiter les nouvelles manières d'être, d'utiliser la nouvelle langue à l'école, au travail et lors d'autres échanges sociaux, etc. En parallèle, la société hôte doit aussi se transformer pour accueillir la diversité apportée par l'immigration.

En fait, l'intégration suppose l'égalité des chances et de l'accès aux ressources entre migrants et ressortissants nationaux, sans que les migrants ne soient obligés de laisser leur culture derrière eux (Alba, 2005).

Le multiculturalisme occupe l'autre extrémité du spectre. Ses tenants critiquent les politiques qui visent à estomper les traits culturels et ethniques des minorités en faveur de la culture du pays hôte. Pour eux, une culture n'a pas à être stable et homogène. Elle se refaçonne constamment pour éliminer ce qui ne fonctionne pas et intégrer les changements, comme l'arrivée de migrants. Taylor (1992) plaide pour un type de multiculturalisme qui reconnaisse la diversité et les identités des différents groupes, protégeant les droits et le bien-être des citoyens qui ne se conforment pas à la culture majoritaire. Dans la même ligne, Kymlicka (1995) plaide pour des « droits différenciés par groupe », ce qui suppose que certaines minorités soient dispensées d'obéir aux lois contraires à leurs convictions culturelles ou religieuses.

Le multiculturalisme défend le droit des minorités à pratiquer leur culture – religion, langue, traditions ou habitudes culinaires. Ses détracteurs soulignent souvent que le respect des traditions des migrants peut entraîner des atteintes aux droits individuels, comme dans le cas de l'excision des jeunes filles ou des mariages forcés.

Les modes d'intégration des migrants diffèrent selon les pays européens. Le modèle français, par exemple, se rapproche de l'assimilation, puisqu'il cherche à unifier les cultures des natifs et des minorités ethniques. Les modèles britannique et néerlandais suivent une approche plus multiculturelle. Bien que proposant des solutions différentes, l'assimilation comme le multiculturalisme n'empêchent pas que les migrants soient défavorisés par rapport à la population native. Les échecs de l'intégration peuvent entraîner une baisse du niveau social ou une exclusion sociale. Les sections qui suivent reviennent sur la situation des enfants de migrants en Europe, en se concentrant sur l'Espagne. Ils décrivent les obstacles individuels et sociaux que ces enfants rencontrent lorsqu'il s'agit de réussir leurs études et montrent que l'échec scolaire, associé à des problèmes familiaux et à une réaction raciste de la part de la société hôte, peut les pousser à rejoindre des groupes de jeunes violents et se définissant par leur ethnie.

## **LES JEUNES ISSUS DE L'IMMIGRATION EN EUROPE**

D'après les statistiques d'Eurostat de 2011, 25 millions de migrants de première génération vivent dans les 27 pays de l'UE (pas encore de données pour les 28 États membres actuels), soit 12,2 % de la population totale de ces pays (Eurostat, 2011, p. 122). Les personnes appartenant aux deuxième, troisième et quatrième générations de migrants sont plus difficiles à identifier car elles ne sont généralement pas distinguées dans les statistiques nationales. Cependant, l'étude Eurostat de 2011 estime à environ 6 millions (2,9 % de la population totale de l'UE) le nombre de personnes de 25 à 54 ans nées dans un pays et ayant un parent né à l'étranger, et à plus de 4 millions (2,1 % de la population totale de l'UE) celui des personnes nées dans un pays et dont les deux parents sont nés à l'étranger. Les personnes issues de l'immigration ne sont pas uniformément réparties en Europe. Elles sont plus nombreuses dans les pays connaissant historiquement une forte immigration, comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, alors que les pays vers lesquels

l'immigration est plus récente comme l'Espagne et l'Italie ont une proportion d'enfants de migrants beaucoup plus faible.

Concernant les migrants arrivés dans l'un des 27 pays de l'UE depuis un pays non européen, les statistiques dressent un sombre tableau. En 2012, le taux de chômage des ressortissants nationaux âgés de 15 à 39 ans dans les pays de l'UE était de 13,1 %, mais il passait à 14,8 % pour les migrants d'autres pays de l'UE et même à 17,8 % pour les migrants de pays hors UE. En Espagne, où le taux de chômage est l'un des plus élevés de l'UE, les chiffres concernant les migrants sont tout aussi mauvais. Les taux de chômage atteignent 28,4 %, 32,0 % et 36,6 % respectivement pour les ressortissants nationaux, les migrants de pays de l'UE et les migrants de pays hors UE (Eurostat). Même lorsqu'ils ont un emploi, les migrants touchent généralement des salaires plus faibles que les ressortissants nationaux (Ioé, 2012). Les migrants sont aussi traditionnellement plus présents dans certains secteurs, comme l'hôtellerie-restauration, la construction et le secteur manufacturier pour les hommes et les tâches domestiques pour les femmes (Ioé, 2007 ; 2012). Ces types d'emplois requièrent généralement un niveau d'études et de qualifications inférieur à celui atteint par les migrants dans leur pays natal. Les conditions de travail y sont également plus difficiles que dans d'autres emplois typiquement occupés par les ressortissants nationaux ; ici, les travailleurs immigrés sont clairement défavorisés.

Bien que la stratégie Europe 2020 mette l'accent sur l'insertion sociale, la crise économique s'accompagne d'une montée de la pauvreté et de l'exclusion sociale. En 2008, 31 % des migrants âgés de 25 à 54 ans risquaient de connaître la pauvreté ou l'exclusion sociale. Le chiffre était encore plus élevé, 35 %, pour les migrants de pays autres que les 27 pays de l'UE. De même, alors que la présence d'enfants à charge dans un foyer n'accentue pas le risque de pauvreté chez les ressortissants nationaux, c'est le cas pour les migrants (Eurostat, 2011, p. 63).

La situation familiale des migrants a un plus fort impact sur le bien-être de leurs enfants que dans le cas des ressortissants nationaux. Si l'on considère la réussite scolaire, les personnes issues de l'immigration sont plus susceptibles de quitter le système d'éducation et de formation avant d'obtenir un diplôme d'enseignement secondaire. Bien que le taux de décrochage scolaire diminue entre la première et la deuxième génération, il reste relativement élevé<sup>28</sup>. Contrairement peut-être à ce que l'on pourrait attendre, les enfants de couples mixtes (un parent natif du pays et un parent étranger) et de couples d'étrangers ont un niveau d'instruction supérieur à celui des élèves natifs<sup>29</sup>. Cependant, cela pourrait s'expliquer par le fait que les enfants de couples mixtes ou étrangers ayant les moins bons résultats scolaires ont déjà quitté le système d'enseignement. Ainsi, bien que les migrants et leurs descendants risquent davantage de quitter précocement

---

28. En 2008, il était de 26 % pour la première génération, de 17 % pour les personnes issues de l'immigration et de 14 % pour les ressortissants nationaux et les enfants de couples mixtes (Eurostat, 2011, p. 125).

29. En 2008, le pourcentage des personnes ayant un faible niveau d'instruction était de 35 % pour les migrants de la première génération, 23 % pour les enfants de couples étrangers, 20 % pour les enfants de couples mixtes et 24 % pour les natifs (Eurostat, 2011, p. 125).

le système scolaire (avant d'obtenir un diplôme de l'enseignement secondaire), ceux qui restent ont plus de chances que les ressortissants nationaux d'obtenir un diplôme supplémentaire. Ces statistiques montrent l'effet positif de la scolarisation sur l'insertion des jeunes issus de l'immigration, en particulier pour ceux des deuxième et troisième générations.

L'Espagne se distingue des autres pays européens par de très fort taux de décrochage scolaire<sup>30</sup> : 40 % pour la première génération de migrants, 45 % pour les personnes issues de couples étrangers, 29 % pour les personnes issues de couples mixtes et 28 % pour les natifs (Eurostat, 2011, p. 127). Ces chiffres montrent d'inquiétantes coupures entre les jeunes et les établissements d'enseignement, en particulier dans le cas des jeunes issus de l'immigration.

## **LIENS ET COUPURES CHEZ LES JEUNES – LA POPULATION ISSUE DE L'IMMIGRATION EN ESPAGNE**

Contrairement à des pays comme le Royaume-Uni, la France ou l'Allemagne, pour qui l'immigration est un phénomène assez ancien, l'Espagne n'a commencé à recevoir de nombreux migrants que dans les années 1990. Le pays, auparavant terre d'émigration, a alors gagné de nouveaux habitants étrangers au lieu de perdre les siens. Cependant, la récente crise économique semble avoir encore modifié la situation et de plus en plus de jeunes, issus de l'immigration ou non, partent pour des pays plus riches en quête de meilleures perspectives d'emploi.

Restrictive, la loi de 1985 sur les migrations répondait aux pressions d'autres pays européens qui craignaient que l'Espagne ne devienne le principal point d'entrée en Europe depuis l'Afrique et l'Amérique latine, après l'assouplissement des frontières nationales entériné par les Accords de Schengen cette même année (Tornos et Aparicio, 2002). Même si le nombre d'immigrés en Espagne était alors très faible, les images négatives des migrants comme charge pour les services sociaux et sources de montée du chômage étaient répandues dans le monde politique et dans les médias. La loi organique n° 7/1985 réserve aux migrants ayant un travail la possibilité de franchir les frontières espagnoles. Cette restriction a fait entrer certains immigrants dans l'illégalité, alimentant encore la discrimination, l'exclusion et la marginalisation des migrants (Tornos et Aparicio, 2002 ; Calavita, 1998).

Depuis, les lois espagnoles sur l'immigration n°s 4/2000 et 2/2009 ont défini l'intégration des migrants comme une question transversale concernant toutes les questions politiques d'immigration, à travers l'enseignement, l'emploi, l'insertion sociale et la citoyenneté active (Oberaxe, 2011, p. 117-119). En théorie, cette intégration devrait être un processus multiculturel et dynamique, allant dans les deux sens : la société hôte s'adapte pour intégrer de nouvelles cultures et identités. En réalité cependant, l'effort d'intégration revient aux migrants, dont on attend qu'ils se fondent dans la culture espagnole dominante (Solanes Corella, 2009, p. 315).

---

30. Le taux de décrochage scolaire correspond à la part de la population âgée de 18 à 24 ans n'ayant pas dépassé le premier cycle de l'enseignement secondaire et ne poursuivant ni études ni formation (Commission européenne, 2013).

## Obstacles à l'éducation

Les élèves issus de l'immigration tendent à passer moins d'années dans l'enseignement secondaire que leurs pairs natifs du pays (Eurostat, 2011 ; Szalai, 2010 ; 2011). Le taux déjà mentionné de 45 % de décrochage scolaire chez les jeunes issus de couples étrangers en Espagne (Eurostat, 2011, p. 127) s'explique entre autres par le choc culturel. Comme dans d'autres pays européens, les enfants de migrants sont très souvent déçus par la réalité espagnole, qui ne correspond pas à ce qu'ils attendaient avant d'émigrer. Par exemple, les logements sont plus petits que ceux auxquels ils étaient habitués, la culture leur paraît étrange, les écoles sont différentes et ils ont du mal à s'exprimer dans la langue du pays hôte.

On a expliqué l'isolement social et le manque d'intégration des migrants dans d'autres pays européens (et non uniquement en Espagne) par la mauvaise maîtrise de la langue et les différences religieuses, en particulier pour les migrants musulmans. La plupart des immigrés en Espagne viennent d'Amérique latine ; même lorsque l'espagnol est la principale langue officielle et le catholicisme la religion la plus pratiquée dans les deux pays, certains jeunes d'origine latino-américaine éprouvent de grandes difficultés à l'école et sur le marché du travail. Le pourcentage de jeunes d'Amérique latine âgés de 18 à 24 ans qui ne suivent ni études ni formation et qui n'ont pas d'emploi est passé de 19,6 % en 2007 à 30,0 % en 2011 (Ioé, 2012, p. 78<sup>31</sup>). Qu'est-ce qui gêne leur intégration si ce n'est pas la langue ou la religion ? De nombreuses différences idiomatiques et culturelles sont souvent ignorées par les politiques éducatives et les établissements scolaires, ces derniers concentrant leur soutien sur les élèves migrants n'ayant pas l'espagnol comme première langue.

Parmi les autres facteurs expliquant le faible niveau d'instruction de certains élèves venant d'Amérique latine semblent figurer les différences éducatives entre l'Espagne et le pays d'origine. L'arrivée dans le système d'éducation espagnol quelque temps après avoir achevé l'enseignement primaire dans leur pays hôte et les différences culturelles quotidiennes compliquent les progrès vers l'enseignement non obligatoire, l'université par exemple. Cependant, ces obstacles ne devraient pas faire oublier la perception des élèves migrants par la société européenne et, en particulier, les attentes des professeurs envers leurs élèves migrants. Il est important de souligner que les forts pourcentages de décrochage scolaire parmi les élèves issus de l'immigration ne devraient pas être attribués au pays d'origine ou à l'attitude des élèves. Ils devraient au contraire pousser les établissements à accorder une attention spéciale aux causes de ce problème et à tenter de supprimer, ou au moins de surmonter, les barrières que rencontrent les migrants lorsqu'ils doivent intégrer tardivement un système d'enseignement européen.

Les migrations modifient aussi les relations familiales. Les enfants de migrants restent souvent dans leur pays natal jusqu'à ce que leurs parents aient suffisamment

---

31. Le nombre de jeunes âgés de 18 à 24 ans sans emploi, qui ne font pas d'études, et qui ne sont pas en formation (« NEET » [*not in education, employment or training*], surnommés les « Ninis » en Espagne) est passé de 12,1 % à 25 % pour les natifs d'Espagne et de 24,9 % à 36,2 % pour les migrants. Les jeunes migrants en provenance d'Afrique sont les plus concernés : 40,6 % en 2007 et 52,4 % en 2011 (Ioé, 2012, p. 78).

économisé pour les faire venir dans le pays hôte. Cette séparation a généralement des conséquences négatives sur leurs résultats scolaires, d'abord dans leur pays natal, puis lorsqu'ils arrivent dans leur nouveau pays. Tout ce qui s'est passé pendant la séparation modifie les relations entre l'enfant et ses parents, et met souvent à mal l'autorité parentale, rendant plus difficile la vie à la maison (Buelga, 2010).

Les migrants connaissent aussi en Espagne des conditions de travail difficiles, avec un taux de chômage qui s'élevait à 36,53 % fin 2012<sup>32</sup> (INE, 2013, p. 5), les obligeant à accepter de faibles salaires et de longues journées de travail. De ce fait, les parents qui travaillent ont souvent peu de temps à consacrer à leurs enfants. Une étude menée en 2007 a montré que plus d'un tiers des jeunes migrants en Espagne se trouvaient seuls pendant plus de six heures par jour (INE, 2007).

La valeur économique de l'éducation est aussi plus faible pour les migrants. Les migrants adultes semblent arriver avec un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne des Espagnols natifs (Ioé, 2007). Cependant, le marché du travail espagnol ne tire pas parti de ce capital humain, et de nombreux migrants occupent des emplois précaires et non qualifiés, par exemple dans le secteur de la construction pour les hommes et dans celui des tâches domestiques pour les femmes. Cet écart entre les qualifications de leurs parents et le travail qu'ils exercent abaisse souvent les aspirations des migrants de la deuxième génération.

La crise économique a entraîné une détérioration des conditions de vie et de travail des migrants. En 2010 en Espagne, plus de la moitié des migrants qui travaillaient ne gagnaient pas en une année l'équivalent du salaire minimum. Le taux de pauvreté est beaucoup plus élevé parmi les migrants que parmi les ressortissants espagnols : il a atteint 31 % ; à noter aussi le chiffre alarmant de 10,8 % de personnes vivant dans une extrême pauvreté (Ioé, 2012<sup>33</sup>). La crise a aggravé leur image et suscité des attitudes hostiles à l'immigration – suspicion, peur et rejet. Entre 2007 et 2010, le pourcentage des personnes pensant que les immigrants en situation irrégulière devaient être expulsés est passé de 12 à 20 %, celui des personnes favorables à l'expulsion des immigrés auteurs d'une infraction (quelle qu'elle soit) de 68 à 73 %, et le soutien à l'expulsion des immigrés sans emploi est passé de 39 à 43 % (Ioé, 2012).

Les jeunes issus de l'immigration racontent souvent que les attitudes anti-immigration les font se sentir inférieurs, considérés avec soupçon ou traités comme des citoyens de seconde classe. Certains se plaignent d'être ciblés par la police en raison de leur appartenance ethnique. Le profilage ethnique a été dénoncé par plusieurs organisations de la société civile. Ces heurts avec la police sont extrêmement négatifs pour l'intégration sociale puisqu'ils entament la confiance dans les institutions publiques et diminuent l'assurance et le capital social des migrants (Putnam, 2007). Pour que l'intégration sociale réussisse, il est nécessaire que les institutions publiques se montrent équitables et impartiales, indépendamment des origines ou de l'appartenance ethnique (Kumlin et Rothstein, 2010).

---

32. Le taux de chômage était de 24,23 % chez les ressortissants nationaux (INE, 2013, p. 5).

33. Le taux de pauvreté pour les ressortissants nationaux était de 19 % et le taux d'extrême pauvreté de 6,7 % (Ioé, 2012).

Les stéréotypes et les préjugés à l'encontre des étrangers sont renforcés par le sensationnalisme des médias et exploités par certains politiciens pour servir leurs objectifs. Ces attitudes xénophobes de la population native entravent sérieusement l'intégration sociale. Devant ce rejet, certains jeunes issus de l'immigration se sentent plus à l'aise avec d'autres jeunes du même pays d'origine, mais aussi avec les personnes venant du même continent ou ayant une origine étrangère. Les migrations semblent entraîner un changement d'identité, une diminution de la distance sociale non seulement entre enfants de migrants du même pays, de la même région ou du même continent mais aussi entre tous les jeunes issus de l'immigration, simplement parce qu'on les fait tous se sentir exclus (Putnam, 2007 ; Alba et Nee, 2003). Des liens forts se tissent donc entre jeunes issus de l'immigration, souvent aux dépens de l'intégration : l'écart se creuse entre natifs et enfants de migrants.

La présence d'autres personnes issues de l'immigration dans la même classe, le même établissement ou le même quartier facilite la socialisation et aide à redevenir fier de ses origines. Cependant, cette fierté et les obstacles à l'intégration sont exploités par des groupes subversifs et souvent criminels. Les gangs de jeunes ont souvent une composante ethnique : Noirs des Caraïbes en Grande-Bretagne ou Nord-Africains en France (Szalai, 2011, p. 18). Ce que l'on appelle en Espagne les « gangs latinos » joue un rôle crucial dans l'existence de certains jeunes d'origine latino-américaine, en particulier d'Équateur, de Colombie et de République dominicaine. Cependant, il faut souligner qu'un très faible pourcentage des jeunes d'origine latino-américaine appartient à ces gangs ou commet des crimes ou des délits.

La section qui suit ne devrait pas être vue comme une stigmatisation supplémentaire d'une population déjà victime d'attitudes hostiles aux immigrés. Elle cherche à décrire les risques que comporte, pour les enfants de migrants, la coupure avec la société hôte.

## **Les « gangs latinos »**

Différents gangs de jeunes se disputent le territoire urbain ; l'habillement, les graffitis, les gestes et d'autres symboles leur servent de signes identitaires et peuvent entraîner des violences s'ils sont utilisés au mauvais endroit. Les violences entre gangs et au sein d'un même gang sont courantes et souvent utilisées lors de rites d'initiation, pour gagner le respect, comme mécanismes de contrôle, comme punitions (dans le gang ou entre gangs) et pour asseoir la hiérarchie (Buelga, 2010).

L'entrée dans ces gangs est précédée de ruptures avec la société hôte. Ces groupes utilisent le besoin d'appartenance, ainsi que l'impression de devoir être protégé, pour attirer des jeunes issus de l'immigration qui se sentent vulnérables. Ils représentent une alternative à l'école, avec le plus souvent des rassemblements dans la rue et des fêtes au domicile des membres du gang pendant la journée. Leurs conditions de vie étant moins bonnes que celles des natifs, les migrants font souvent de la rue un espace de socialisation où passer du temps avec leurs amis.

L'alcool, les drogues, l'occasion de rencontrer des jeunes du sexe opposé et de s'amuser entre amis, tout cela attire généralement les jeunes, qu'ils soient natifs ou migrants. Mais les gangs y ajoutent la restauration de la fierté ethnique et l'imposition du respect via la crainte et la violence. Chez les membres de gangs qui purgent une

peine dans des établissements pour jeunes délinquants, les dysfonctionnements familiaux semblent prédominer. Les violences familiales, l'alcoolisme et les familles séparées sont malheureusement des expériences par trop courantes pour ces jeunes délinquants, qui accomplissent souvent le destin des victimes – celui de faire des victimes à leur tour.

L'entrée dans un gang est aussi liée à l'absentéisme et au décrochage scolaires. Elle offre une alternative à la routine de l'enseignement, des occasions de s'amuser : fêtes, rassemblements dans la rue, etc. Les gangs soutiennent ceux qui se sentent déconnectés de l'école et leur donnent le sentiment d'appartenir à un groupe. L'échec scolaire, les problèmes familiaux et les gangs de jeunes sont un cercle vicieux pour les enfants de migrants. Par conséquent, les politiques visant à combattre et à prévenir la délinquance juvénile doivent tenir compte des obstacles à l'éducation et de la situation familiale, comme les conditions de travail des parents, aussi bien que des attitudes xénophobes des institutions publiques et des particuliers.

## **UN TRIPLE VOYAGE**

Les enfants de migrants vivent un triple voyage (Feixa, 2005). Tout d'abord, un voyage géographique : le déménagement dans le pays hôte est un voyage que beaucoup d'eux accomplissent après avoir été séparés de leurs parents, qui ont travaillé dur pour payer leurs billets d'avion. Deuxièmement, un voyage culturel : le choc de la rencontre avec une réalité qui n'a souvent rien à voir avec ce qu'ils attendaient. Non seulement le climat, les logements, la langue, l'école et la culture sont différents, mais leurs parents aussi ont changé, souvent en pire (Buelga, 2010). Troisièmement, un voyage naturel : de l'enfance à l'âge adulte, avec les changements, transgressions et recherches d'identité typiques de l'adolescence.

Les trajectoires des jeunes issus de l'immigration montrent une inégalité des chances et divers degrés d'intégration. Bien que de nombreux enfants de migrants parviennent à décrocher un diplôme et un travail honorable, les statistiques révèlent qu'ils rencontrent beaucoup plus d'obstacles que leurs pairs natifs du pays. Une bonne part de ces jeunes se dit en décalage avec le pays hôte, pour plusieurs raisons ; notamment, ils n'ont pas réussi à se faire beaucoup d'amis natifs du pays, ont été discriminés par les institutions publiques, comme la police, et ont rencontré des obstacles indus dans leur recherche d'emploi.

Même lorsque les migrants ont la même langue et la même religion que la majorité de la population hôte, comme la plupart des migrants latino-américains en Espagne, leur ethnicité semble rester une marque distinctive attirant des comportements xénophobes. Bien que souvent cités dans les études sur les migrations (Portes et Zhou, 1993), l'ethnicité, la langue, la nationalité et l'âge à l'arrivée ne déterminent pas à eux seuls l'intégration ascendante ou descendante de la deuxième génération. Elle s'explique aussi par des facteurs socio-économiques, dont la structure familiale, les horaires de travail des parents et les aspirations individuelles. Parmi les caractéristiques les plus communes des membres de gangs de jeunes figurent le manque de ressources économiques, le fait d'être élevé par une mère seule dont la journée de travail est très longue, la violence familiale, le besoin d'affirmer sa masculinité et l'expérience d'attitudes anti-immigration (Ron Balsera, à paraître ; Ioé, 2007 ; 2012 ; Buelga, 2010).

L'école est la principale institution à même d'aider les jeunes issus de l'immigration à réussir leur intégration. Cependant, ces élèves se sentent souvent exclus, ont beaucoup de mal à se faire des amis parmi les natifs et, pour beaucoup, finissent par décrocher. En Espagne, les décrochages semblent se concentrer au collège, en particulier en troisième et quatrième années. Des programmes de rattrapage, comme la formation des adultes ou de brefs cursus d'enseignement professionnel, semblent parvenir à « repêcher » certaines personnes ayant abandonné l'enseignement général. Néanmoins, le nombre d'élèves issus de l'immigration dans les établissements offrant ces possibilités est particulièrement élevé, si bien que ce type de formation est parfois stigmatisé.

La famille est le premier lieu de socialisation. Beaucoup d'enfants de migrants souffrent de passer très peu de temps avec leurs parents. Cette situation est caractéristique des migrants qui ont déménagé pour des raisons économiques et occupent des emplois peu qualifiés où le droit du travail est souvent violé. Certains chercheurs avancent que les mères migrantes travaillent jusqu'à 10 à 16 heures par jour pour subvenir aux besoins de leur famille (Arellano, 2004 ; UGT, 2001). De nombreuses femmes migrantes effectuent des travaux domestiques. Au sein des « chaînes mondiales de la prise en charge » (Hochschild *et al.*, 2000), on pourrait dire que ces enfants laissés seuls chez eux pendant que leurs mères travaillent se trouvent en bout de chaîne. À l'inverse, certaines familles espagnoles natives ont un trop-plein de prise en charge, avec une mère, une nounou et une femme de ménage. Pour remplir ce vide de compagnie et d'attention, beaucoup des jeunes concernés se tournent vers les gangs, qui se présentent comme une seconde famille. Mais comme nous l'avons vu, ces gangs mènent souvent à la violence et à la délinquance (Delpino Goicochea, 2007 ; Feixa *et al.*, 2006 ; Suárez-Orozco, 2000).

Les attitudes xénophobes de la société européenne rendent plus difficile l'intégration ascendante, poussant les jeunes issus de l'immigration à revoir leurs ambitions à la baisse et à abandonner l'école. Face aux attaques psychologiques, subtiles ou explicites, et parfois aux agressions physiques qu'ils rencontrent au quotidien, certains enfants de migrants trouvent un refuge dans des groupes partageant leur identité ethnique. Comme tous les groupes d'amis, les gangs de rue améliorent le bien-être et la cohésion sociale de leurs membres (Nolan, 2009). En particulier, la plupart des groupes ethniques transforment en fierté la stigmatisation associée aux origines étrangères. Cependant, certains de ces groupes se livrent à des activités répréhensibles et deviennent des bandes criminelles. Leur fonctionnement se caractérise par la violence et le lavage de cerveau (Ron Balsera, à paraître ; Buelga, 2010). La distance entre les valeurs de ces gangs latinos et celles de leurs parents ou de la classe moyenne espagnole empêche encore plus ces adolescents d'acquérir un capital social. Il en résulte ce que Portes appelle une assimilation par le bas (Portes et Zhou, 1993).

## **CONCLUSION**

Les migrants mènent généralement une vie plus risquée que les ressortissants nationaux. Ils sont davantage menacés par la pauvreté et subissent le plus souvent des salaires inférieurs, des emplois précaires et des discriminations (Ioé, 2007). Ils

souffrent d'un marché du travail segmenté, inégalement structuré en fonction du sexe, de l'appartenance ethnique, de la nationalité et de la classe sociale. La convergence de ces axes d'oppression joue un rôle crucial dans la détermination des trajectoires individuelles des migrants. Ces trajectoires se répercutent sur le développement et sur les perspectives de leurs enfants, condamnant souvent ces derniers à de faibles niveaux de bien-être. Le manque de soins et d'attention entraîné par les longues journées de travail des parents peut se traduire, pour les enfants, par une faible estime de soi, le décrochage scolaire et, dans certains cas, des activités répréhensibles aboutissant à l'exclusion sociale.

On ne peut séparer l'intégration et le bien-être des enfants de migrants de ceux de leurs parents. Bien qu'une bonne part de leur processus de socialisation se soit déroulée en Espagne, les jeunes issus de l'immigration sont souvent discriminés et exclus de la culture dominante. Ils se retrouvent pris entre plusieurs possibilités : garder la culture de leurs parents, assimiler les normes de la classe moyenne de la société hôte ou développer une nouvelle identité hybride (Alba et Nee, 2003 ; Portes et Zhou, 1993). Certains mécanismes de résistance mis en place pour créer un sentiment d'appartenance peuvent entraîner des contacts avec des gangs de jeunes et des activités criminelles.

Les politiques sociales doivent s'attacher à transmettre aux individus les ressources adéquates et à leur offrir des possibilités réelles, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système éducatif. Cela passe par la création et le maintien d'un environnement favorable à la compréhension multiculturelle et interculturelle, qui encourage les liens et la confiance au sein des groupes et entre les groupes, ainsi que la pleine participation des minorités à la société européenne.

Bien que les lois et politiques d'immigration actuelles présentent l'intégration comme un processus dynamique allant dans les deux sens, l'effort d'intégration revient en réalité aux migrants, dont on attend qu'ils se fondent dans la culture du pays. Médias et politiques dépeignent les immigrants comme une charge pour les services sociaux et parfois comme des criminels. Ils alimentent des images xénophobes qui laissent aux enfants de migrants peu de chances de s'intégrer avec succès. De même, la banalité de pratiques telles que le profilage ethnique par la police entame la confiance des jeunes envers les institutions publiques et leur sentiment d'appartenir à une société européenne diverse. Ces obstacles à l'intégration conduisent souvent à la formation de mécanismes de résistance, comme la solidarité au sein du groupe, mais aussi à des coupures avec la société hôte, à la ségrégation et à une assimilation par le bas, dans des gangs de jeunes ayant des liens criminels.

Par conséquent, les politiques sociales européennes doivent tenir compte de la situation vulnérable des familles de migrants, en accordant une attention particulière aux inégalités liées à l'appartenance ethnique, à la classe sociale, au sexe et à l'âge, qui peuvent entraîner des niveaux de bien-être plus faibles et une exclusion sociale. Pour favoriser l'intégration des enfants de migrants, le système d'éducation devrait offrir un environnement sûr et encourageant où le sexe, l'appartenance ethnique et les différences de classe sociale ne se traduisent pas en inégalité des chances. Les établissements d'enseignement devraient veiller à ce que les élèves natifs et issus de l'immigration se côtoient, tissent des liens, apprennent les uns des autres et s'adaptent à la grande diversité que leur société a à leur offrir.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Alba, R. (2005), « Bright vs. blurred boundaries : Second generation assimilation and exclusion in France, Germany, and the United States », *Ethnic and Racial Studies*, 28, 1, janvier 2005, p. 20-49.

Alba, R., Nee, V. (2003), « Remaking the American Mainstream : Assimilation and Contemporary Immigration », Harvard University Press, Cambridge, MA.

Aparicio Gómez, R., Tornos Cubillo, A. (2010), « Las asociaciones de inmigrantes en España. Una visión de conjunto », *Documentos del Observatorio Permanente de Inmigración*, 26. NIPO, 790-10-149-9.

Barry, B. (2001), *Culture and Equality : An Egalitarian Critique of Multiculturalism*, Harvard, Cambridge, MA.

Boletín oficial del Estado (2009), loi organique n° 2/2009 du 11 décembre modifiant la loi organique n° 4/2000 du 11 janvier sur les droits et libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale, *Jefatura del Estado*, 299, sec. I. p. 104986-105031, [www.boe.es/boe/dias/2009/12/12/pdfs/BOE-A-2009-19949.pdf](http://www.boe.es/boe/dias/2009/12/12/pdfs/BOE-A-2009-19949.pdf) (consulté le 9 juillet 2014).

Buelga, S. (2010), « Aproximación psicosocial al fenómeno de las bandas latinas en España », *VV.AA Graftis y bandas latinas*, chap. 5, éd. MAD.

Calavita, K. (1998), « Immigration, law, and marginalisation in a global economy : notes from Spain », *Law and Society Review*, 32, 3.

Commission européenne (2013), communiqué de presse IP/13/324, « La lutte contre le décrochage scolaire progresse et le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur augmente, mais les hommes sont de plus en plus à la traîne », [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-13-324\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-324_fr.htm) (consulté le 9 octobre 2014).

Delpino Goicochea, M. A. (2007), *La inserción de los Adolescentes Latinoamericanos en España : algunas claves*, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, Subdirección General de Información Administrativa y Publicaciones.

Eurostat (2011), *Migrants in Europe. A statistical portrait of the first and second generation*, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.

Feixa, C. (dir.) (2005), « Jóvenes latinos y cultura urbana », rapport, ville de Barcelone, CIIMU, Barcelone.

Feixa, C. (2008), « Generación Uno Punto Cinco », *Revista Juventud*, mars 2008, 80, p. 115-127.

Fraser, N., Honneth, A. (2003), *Redistribution or Recognition ? A Political-philosophical Exchange*, Verso, Londres.

Gordon, M. (1964), *Assimilation in American life : The role of race, religion, and national origins*, Oxford University Press, Oxford.

Hochschild, A. R., Hutton, W., Giddens, A. (dir.) (2000), « Global Care Chains and Emotional Surplus Value », in *On the Edge Living with Global Capitalism*, Jonathan Cape, Londres, p. 130-146.

INE (2008), *National Immigrant Survey 2007, Results Preview*, 22 mai 2008, [www.ine.es/en/prensa/np499\\_en.pdf](http://www.ine.es/en/prensa/np499_en.pdf) (consulté le 23 avril 2013).

Ioé (2007), « La inmigración ecuatoriana en España : una visión a través de las fuentes estadísticas », *Ecuadorianos en España, Una aproximación sociológica*, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, 15, 2007, [www.colectivoioe.org/index.php/publicaciones\\_colaboraciones/show/id/40](http://www.colectivoioe.org/index.php/publicaciones_colaboraciones/show/id/40) (consulté le 9 juillet 2014).

Ioé (2012), *Impactos de la crisis sobre la población inmigrante*, étude soutenue par l'Organisation internationale pour les migrations.

Kumlin, S., Rothstein, B. (2010), « Questioning the New Liberal Dilemma : Immigrants, Social Networks, and Institutional Fairness », *Comparative Politics*, octobre 2010, p. 63-80.

Kymlicka, W. (1995), *Multicultural Citizenship : A Liberal Theory of Minority Rights*, Oxford University Press, Oxford.

Nolan, B. (2009), « Promoting the Well-Being of Immigrant Youth », contribution à la conférence de la fondation Jacobs sur le potentiel des jeunes immigrés, Marbach, avril 2009. University College Belfeld Dublin, [www.ucd.ie/t4cms/wp10%2009%20nolan.pdf](http://www.ucd.ie/t4cms/wp10%2009%20nolan.pdf) (consulté le 11 novembre 2011).

Portes, A., Zhou, M. (1993), « The new second generation: Segmented assimilation and its variants », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 530, 1, p. 74-96.

Putnam, R. D. (2007), « E Pluribus Unum : Diversity and Community in the Twenty-first Century », exposé lors de la remise du prix Johan Skytte 2006, *Scandinavian Political Studies*, 30, 2.

Ron Balsera, M. (2014), « Young Migrants' Aspirations, Expectations and Perspectives of Well-Being investigated using Biographical Narratives, the Capability Approach and Intersectionality », Bielefeld University, Bielefeld, <http://pub.uni-bielefeld.de/publication/2685956>.

Ron Balsera, M. (à paraître), « What is the relation between school failure, youth gangs and capability deprivation for children of migrants ? », *Social Work and Society*.

Solanes Corella, A. (2009), « La respuesta internacional al desafío de las migraciones : el caso de la Unión Europea », in Marcos del Cano, A. M., *Inmigración, multiculturalidad y derechos humanos*, Tirant lo Blanch, Valence, p. 291-324.

Szalai, J. (2011), « Ethnic differences in education and diverging prospects for urban youth in an enlarged Europe », Edumigrom summary findings, Central European University, Budapest.

Taylor, C. (1992), *Multiculturalism and the Politics of Recognition*, Princeton University Press, Princeton.

Warner, W. L., Srole, L. (1945), *The social systems of American ethnic groups*, Yale University Press, New Haven, CT, xii, p. 318.

Zhou, M. (1997), « Segmented assimilation : Issues, controversies, and recent research on the new second generation », *International Migration Review*, p. 975-1008.